

TENDANCES RÉGIONALES

FÉVRIER 2026

Période de collecte : du mercredi 25 février 2026 au mercredi 04 mars 2026

En février, à la veille du déclenchement du conflit armé au Moyen-Orient, l'activité économique se renforce dans l'industrie, mais recule dans les services et le bâtiment.

CONTEXTE NATIONAL	2
SITUATION RÉGIONALE	3
SYNTHÈSE DE L'INDUSTRIE	4
SYNTHÈSE DES SERVICES MARCHANDS	10
SYNTHÈSE DU SECTEUR BÂTIMENT	13
SYNTHÈSE TRIMESTRIELLE DU SECTEUR TRAVAUX PUBLICS	14
PUBLICATIONS DE LA BANQUE DE FRANCE	15
MENTIONS LÉGALES	16

Contexte National

La collecte de cette enquête (environ 8 500 entreprises ou établissements entre le 25 février et le 4 mars) a été marquée à mi-parcours par le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient le 28 février : environ un tiers des réponses ont été recueillies avant cet événement et deux tiers après. Pour février, selon les chefs d'entreprise interrogés, l'activité économique poursuit sa progression à un rythme conforme aux anticipations.

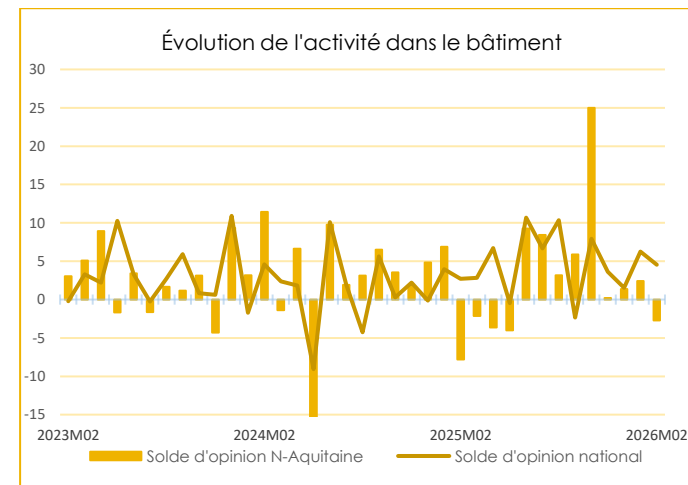
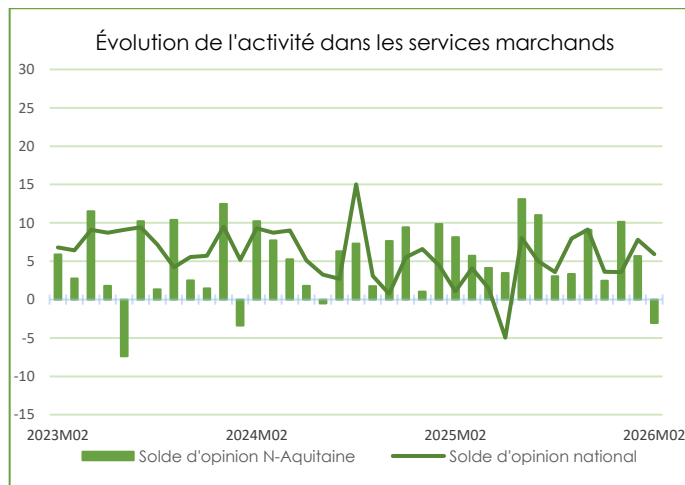
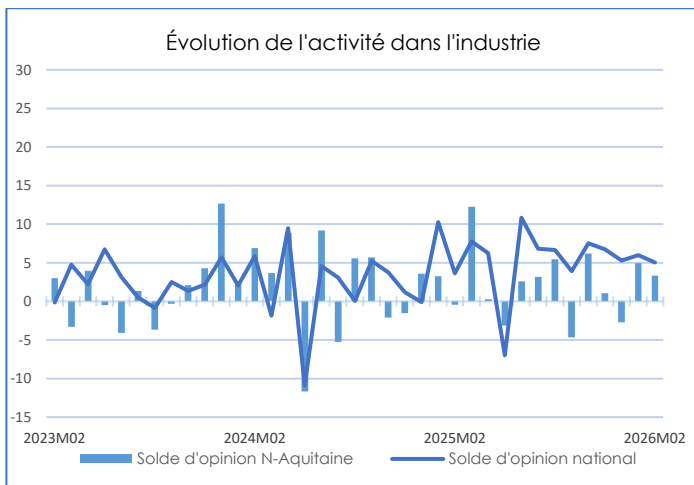
Dans l'industrie, l'activité demeure au-dessus de sa moyenne de long terme pour le neuvième mois consécutif, tirée par les filières technologiques. L'activité dans les services reste soutenue, légèrement au-dessus des anticipations formulées le mois précédent par les chefs d'entreprise, tandis que le bâtiment conserve une dynamique positive malgré un contexte peu porteur.

La situation de trésorerie se dégrade légèrement, certaines entreprises signalant un allongement des délais de paiement de leurs clients. Les difficultés d'approvisionnement augmentent faiblement, mais sans signe de détérioration durable. Les prix de vente progressent modérément dans les trois grands secteurs. Le travail temporaire demeure dynamique.

Pour mars, les entreprises anticipaient une activité toujours bien orientée dans l'industrie et les services et plus limitée dans le bâtiment. Cependant, alors que l'incertitude continuait de reculer dans les premières réponses datant d'avant le 28 février, elle a rebondi nettement dans les suivantes, les entreprises évoquant des risques de hausse des prix de l'énergie et de perturbations logistiques.

Sur la base des résultats de l'enquête, complétés par d'autres indicateurs, nous confirmons que le PIB pourrait progresser entre 0,2 et 0,3 % au premier trimestre. Cette prévision technique est toutefois soumise à un aléa baissier compte tenu des incertitudes liées au conflit au Moyen-Orient et à son impact sur les chaînes d'approvisionnement et sur les prix de l'énergie qui pourraient peser sur l'activité en fin de trimestre.

Situation régionale



Points Clefs

L'activité économique régionale présente toujours des évolutions sectorielles contrastées avant que n'éclate la guerre au Moyen-Orient avec ses possibles conséquences.

La **production industrielle** progresse portée par l'industrie alimentaire et la fabrication de papier-carton. Globalement, la demande s'anime quelque peu, soutenue par les commandes à l'exportation, et contribue à la reconstruction progressive des carnets. Les trésoreries restent cependant sous tension.

La dynamique des mois précédents s'infléchit dans les **services marchands** et plus particulièrement pour les prestations à destination des entreprises. La demande de travail intérimaire demeure volatile. La légère hausse des tarifs d'ensemble masque des évolutions disparates dans un contexte fortement concurrentiel et les tensions sur la trésorerie s'accroissent, notamment dans le transport de marchandises et l'hôtellerie.

Dans le **bâtiment** l'activité recule légèrement, fortement perturbée par les intempéries (pluie, inondations, tempêtes). Les travaux extérieurs principalement de gros œuvre se révèlent les plus affectés alors que le second œuvre, moins exposé, échappe à la baisse. Les appels d'offres restent longs à se finaliser avec un attentisme marqué tant du côté du secteur public que privé ; la concurrence continue de peser sur le tarif des devis.

En mars, selon les anticipations des chefs d'entreprise formulées pour la plupart après le déclenchement du conflit au Moyen-Orient, l'activité progresserait modérément dans l'industrie et les services, et évoluerait plus favorablement dans le bâtiment avec une météo potentiellement plus propice.

Source Banque de France

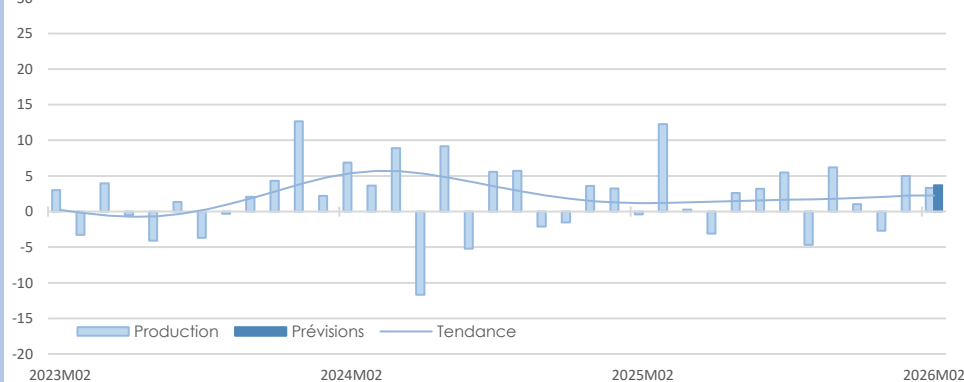


Synthèse de l'Industrie

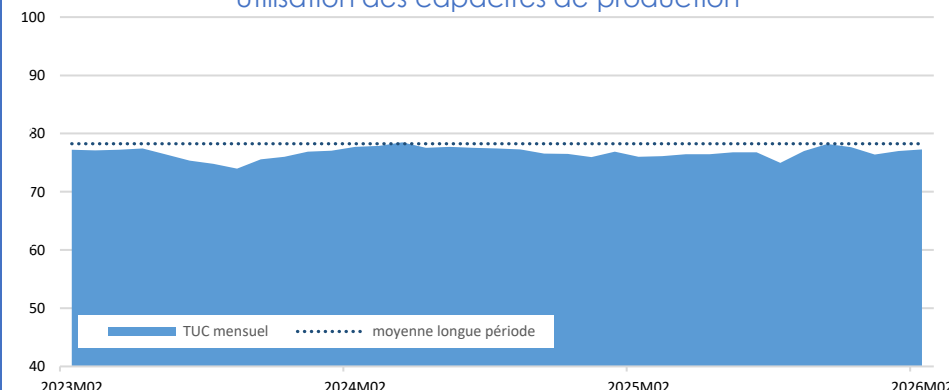
La production industrielle s'accroît mais l'évolution demeure très contrastée selon les filières. Les plus fortes progressions concernent l'industrie alimentaire, notamment la transformation de viandes et de légumes, et la fabrication de papier-carton. *A contrario*, l'industrie pharmaceutique, la production de produits non ferreux (plastique, verre, béton) et la chimie enregistrent un recul. La demande, notamment à l'exportation, s'intensifie particulièrement pour la fabrication d'équipements électriques-électroniques et l'aéronautique. Les carnets de commandes poursuivent leur reconstitution progressive. Dans l'ensemble les hausses des prix des matières premières sont répercutées sur les prix de vente. Pour autant l'équilibre des trésoreries reste fragile. Les effectifs varient peu.

Selon les chefs d'entreprise, la production industrielle resterait bien orientée en mars.

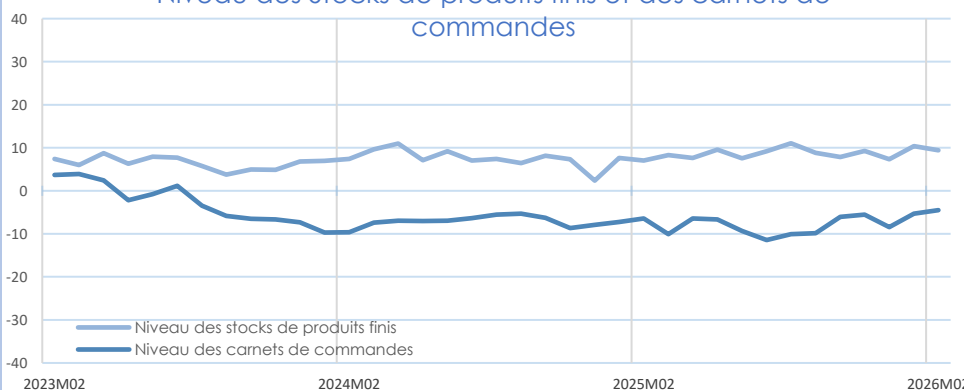
Évolution de la Production



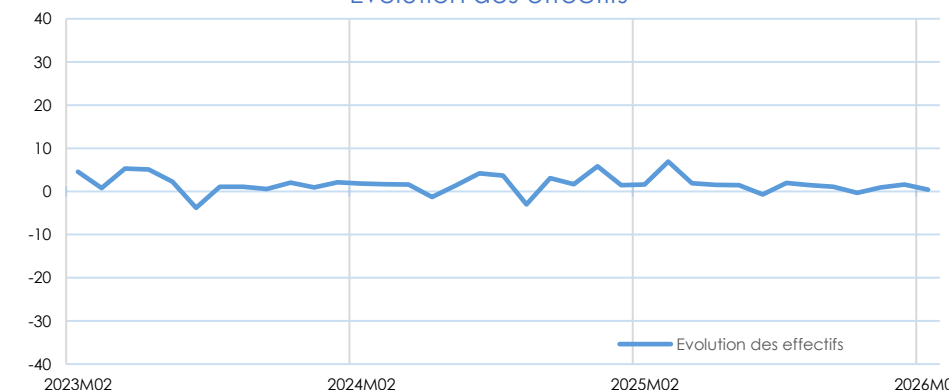
Utilisation des capacités de production



Niveau des Stocks de produits finis et des carnets de commandes



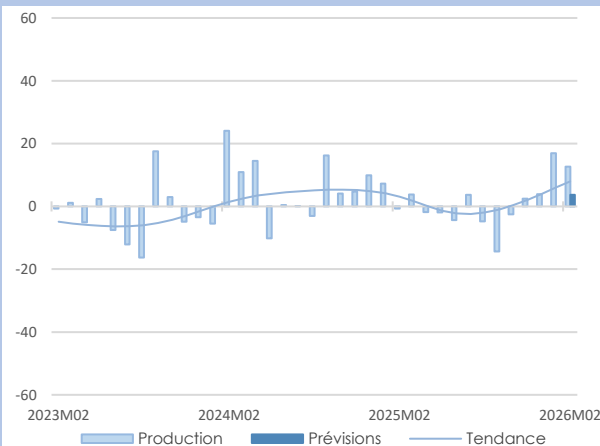
Évolution des effectifs



Source Banque de France – INDUSTRIE

16,8%

Part des effectifs dans ceux de l'industrie
(ACOSS 12/2024)



Industrie Alimentaire

La production s'accroît dans un mouvement contrasté selon les filières et sous-secteurs. Ainsi l'activité apparaît plus soutenue pour les volailles et certains fruits. Les boissons alcooliques retrouvent des débouchés à l'export et la production d'eau de table augmente.

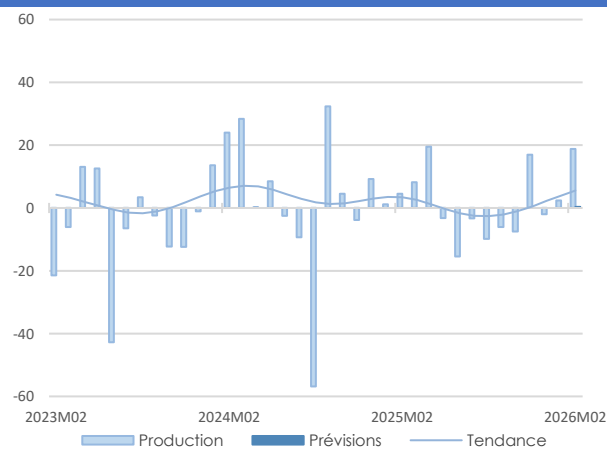
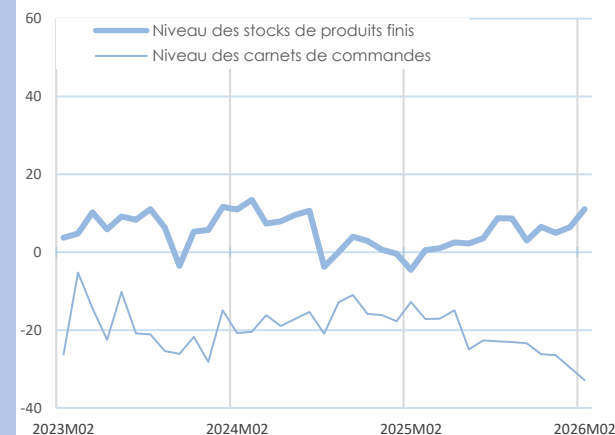
Dans l'ensemble le prix des matières premières tend à baisser mais avec des évolutions divergentes (hausse des prix du bœuf, du mouton, des noix et recul de ceux du lait et du beurre). Les recrutements s'avèrent moins problématiques même si la gestion de la rotation du personnel reste difficile sur les activités saisonnières.

Industrie Alimentaire

La demande augmente portée par le marché domestique pour le secteur de la viande et par les débouchés à l'exportation pour les fruits et légumes et les boissons.

Les stocks de produits finis sont jugés élevés par les chefs d'entreprise, hormis dans l'industrie de la viande et plus particulièrement pour certains produits congelés. Les carnets de commandes manquent encore de densité.

Pour mars, la production continuerait de progresser.



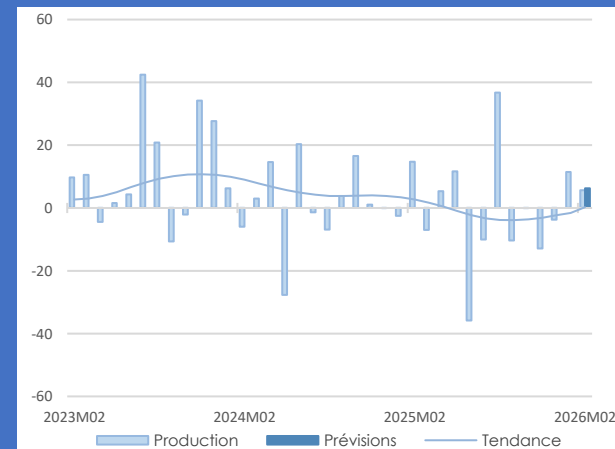
La production devrait se maintenir en mars.

La transformation de viande s'accroît. La viande de boucherie est portée par la demande et bénéficie de la baisse du cours du porc, tandis que le bœuf, le mouton et le veau subissent la concurrence et les tensions sur les prix. L'activité progresse sur la volaille grâce à une forte demande, des stocks faibles et un avantage concurrentiel lié à la grippe aviaire à l'étranger. Néanmoins, la contraction du nombre d'éleveurs limite la production.

Des embauches s'effectuent dans un contexte de recrutement en amélioration sensible.

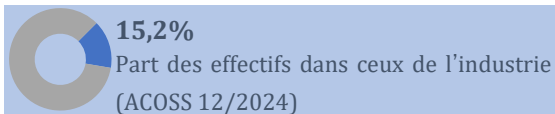
Une nouvelle croissance de l'activité est anticipée.

La production progresse grâce à la dynamique du marché export liée au Ramadan pour les fruits et au décalage du Nouvel An chinois pour la demande accrue en champignons asiatiques. Pour les cultures industrielles (pois, maïs, haricots) la transformation reste globalement stable, avec des stocks parfois supérieurs aux attentes, des prix des matières premières étales, et des négociations de tarifs encore en cours. Dans l'ensemble l'équilibre des trésoreries s'améliore. Les effectifs varient peu.

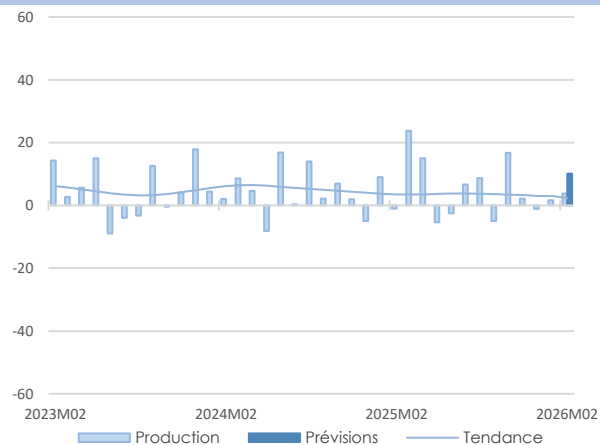


Transformation de la viande

Transformation fruits et légumes



Équipements électriques et électroniques



La production comme les livraisons continuent de progresser en février. L'activité demeure bien orientée pour les segments des machines & équipements et de l'électronique. Les effectifs évoluent légèrement, pour répondre souvent à des besoins ponctuels.

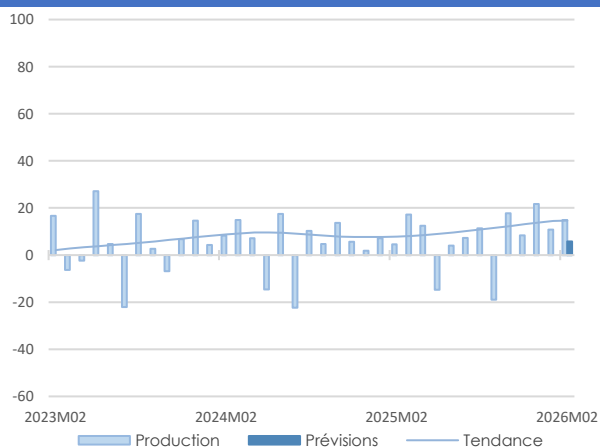
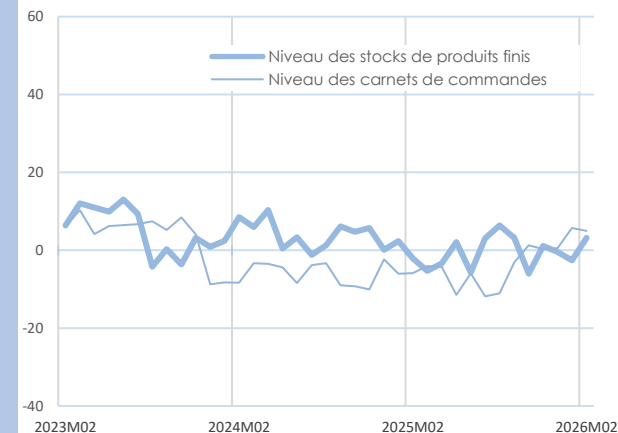
Les prix des intrants poursuivent leur hausse ce qui traduit des surcoûts liés aux matières premières et aux composants, encore que partiellement répercutés sur les prix des produits finis.

Équipements électriques et électroniques

Les entrées d'ordres se redressent, tant sur le marché domestique qu'à l'export, malgré une incertitude internationale forte en raison du conflit au Moyen-Orient. Les carnets de commandes restent conformes aux attentes.

Le niveau des stocks de produits finis et semi-finis progresse et apparaît proche des besoins de la période.

La production s'accélérait en mars.



Le rythme de la production ralentirait en mars.

En février, la production comme les livraisons continuent de progresser. L'activité est particulièrement dynamique dans certains secteurs comme la fabrication de machines agricoles, le matériel de levage/manutention ou encore l'aérotechnique/frigorifique. Les entrées d'ordres augmentent, sous l'effet du redressement des marchés à l'export. Néanmoins, l'incertitude et l'attentisme pèsent sur les perspectives.

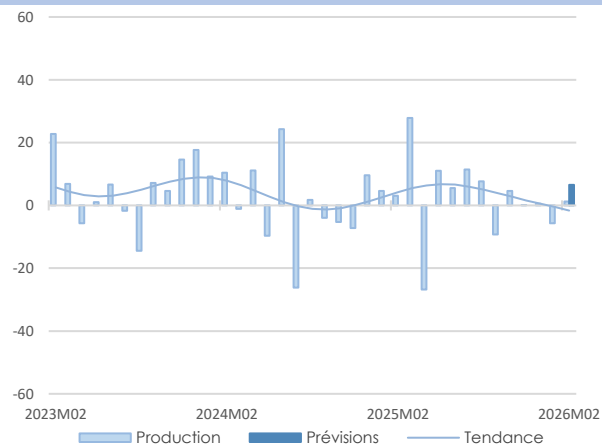
Machines et équipements



14,6%

Part des effectifs dans ceux de l'industrie
(ACOSS 12/2024)

Matériels de transport

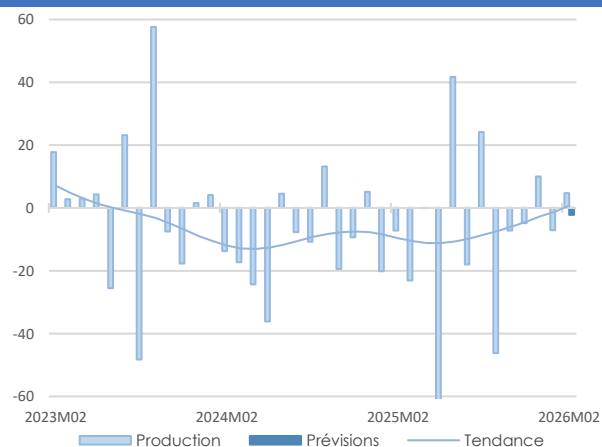
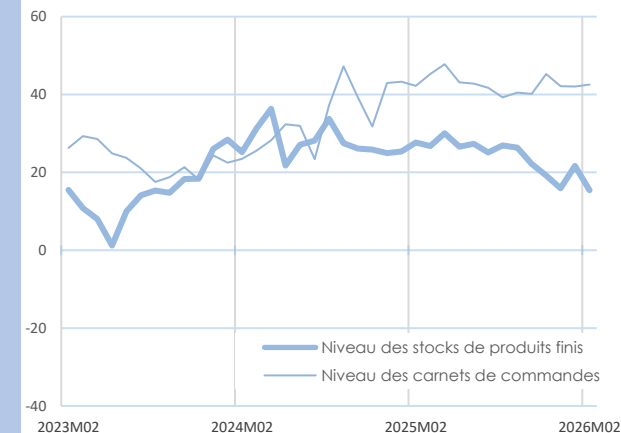


La production tend à se maintenir en février. Le redressement de l'industrie automobile et dans une moindre mesure celui de la construction des bateaux de plaisance compensent le faible repli de l'aéronautique. Le ferroviaire se maintient mais reste toujours contraint par la chaîne de sous-traitance notamment. Les effectifs se stabilisent après plusieurs mois d'évolution positive. Les prix des matières premières progressent tandis que ceux des produits finis évoluent peu.

Matériels de transport

Les entrées d'ordres se stabilisent, avec une meilleure tenue des marchés à l'export. Les carnets de commandes restent globalement toujours bien orientés. Les stocks de produits finis et semi-finis se réduisent mais demeurent encore conséquents notamment dans l'aéronautique.

La production progresserait en mars.



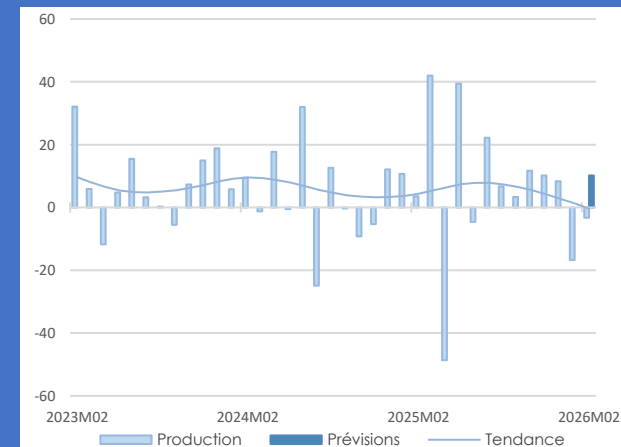
L'activité se contracterait en mars.

La production se redresse légèrement en février. Les cadences de fabrication demeurent toujours freinées par une demande très faible mais doivent permettre néanmoins d'assurer les livraisons des clients avant la période estivale. Les prix des matières premières comme ceux des bateaux sont orientés à la baisse. Les entrées d'ordres se stabilisent mais restent décevantes car elles bénéficient de peu de retombées des salons nautiques récents. Les carnets de commandes demeurent dégradés.

Construction navale

La production se redresserait en mars.

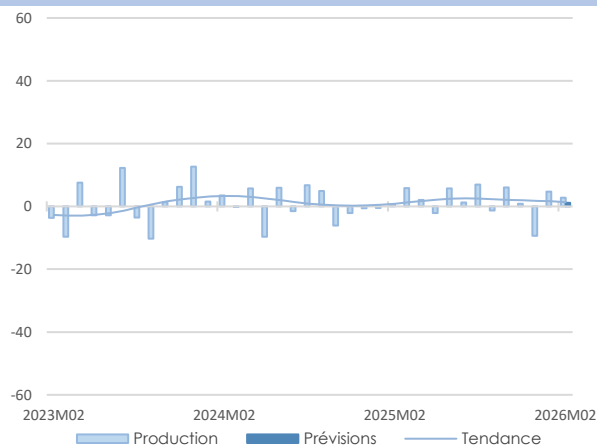
En février, la production se contracte légèrement. L'activité reste dynamique, malgré quelques perturbations liées à des pannes. La *supply-chain* reste sous tension sur certaines pièces et ne parvient pas à améliorer sa réactivité. Les prix des matières premières comme ceux des produits finis demeurent orientés à la hausse. Les entrées d'ordres se redressent, tant sur le marché domestique qu'à l'export. Les carnets de commandes offrent une large visibilité.



Aéronautique et spatial

53,5%
Part des effectifs dans ceux de l'industrie
(ACOSS 12/2024)

Autres produits industriels

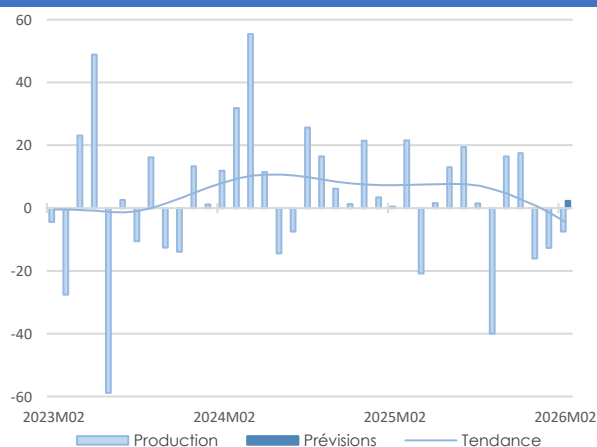
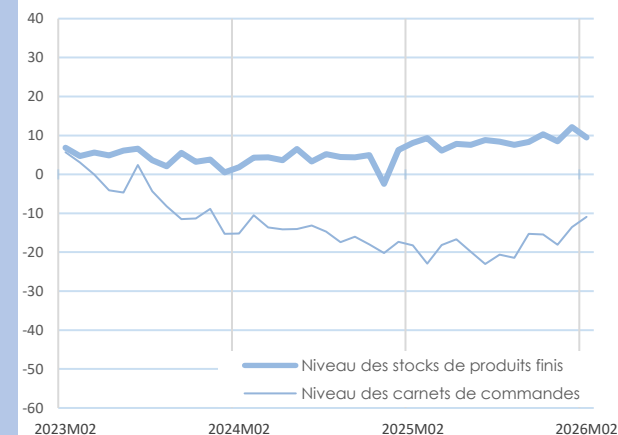


Comme attendu, les API enregistrent une nouvelle progression de leur activité, avec des évolutions hétérogènes. L'orientation est positive pour le papier-carton, la maintenance industrielle, les fabrications de meubles et les imprimeries qui bénéficient de l'approche des échéances électorales. À l'opposé, la 1^{ère} transformation du bois et plus largement les marchés en lien avec le bâtiment subissent notamment les conséquences des intempéries et les reports de chantiers induits. Les industriels évoquent un renchérissement du prix des matières premières. La difficile revalorisation des prix de vente affecte les trésoreries.

Autres produits industriels

Les entrées d'ordres bénéficient d'une meilleure orientation des débouchés à l'export face à une demande intérieure en demi-teinte. Les carnets de commandes gagnent légèrement en consistance mais demeurent en deçà des attentes face à des stocks de produits finis encore lourds au regard des besoins. Le contexte géopolitique est source d'inquiétude : au-delà de son impact sur les marchés à l'export, les industriels redoutent une hausse des prix de l'énergie et de certaines matières premières.

La hausse de la production serait plus limitée en mars.



L'activité progresserait légèrement afin de reconstituer les stocks de produits finis.

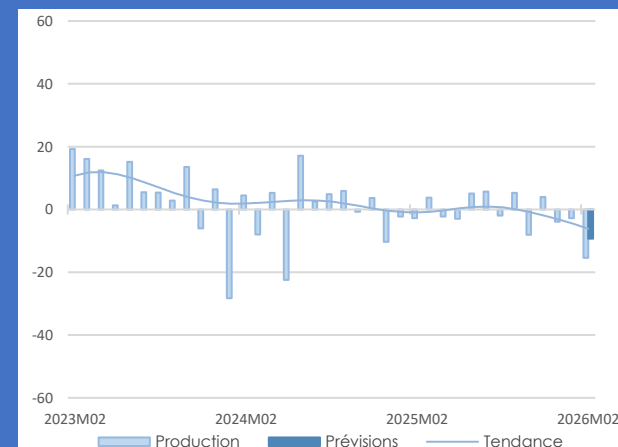
En février, la production apparaît en deçà des attentes des professionnels et s'inscrit de nouveau en repli, à des niveaux inférieurs à ceux de l'an passé. La demande s'anime légèrement sans toutefois permettre aux carnets de commandes, jugés insuffisants, de s'étoffer. Face à la hausse du prix des matières premières, les prix de sortie sont partiellement revalorisés et les tensions de trésoreries s'accroissent. Les stocks de produits finis ressortent légèrement en deçà des besoins de la période et nécessitent d'être renforcés.

Industrie chimique

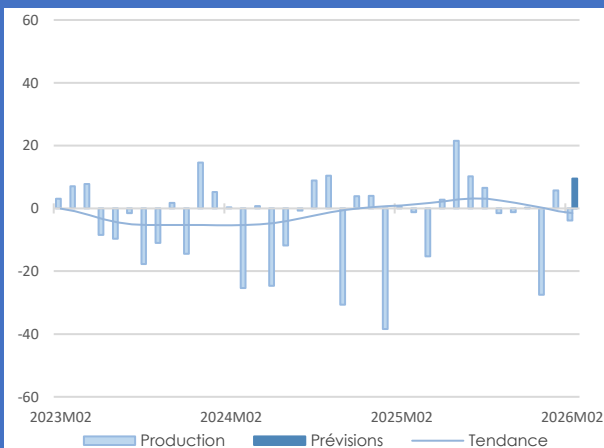
La faiblesse des carnets de commande offre une visibilité limitée.

La fabrication de produits en caoutchouc-plastique-verre-béton recule nettement en février. Les intempéries ont ponctuellement affecté les marchés en lien avec le BTP en occasionnant le report de certains chantiers. Plus largement, les professionnels évoquent un marché en demi-teinte, une demande qui ne parvient pas à se raffermir et des carnets de commandes qui demeurent insuffisants. Par ailleurs, les industriels s'inquiètent des répercussions du conflit au Moyen-Orient sur les prix des dérivés du pétrole.

Produits en caoutchouc, plastique, verre, béton



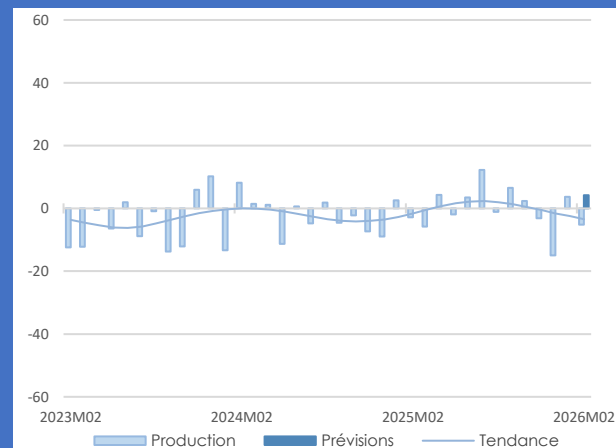
Travail du bois



La filière bois enregistre un repli de la production et des livraisons, conséquence des intempéries. L'accès aux parcelles, comme le séchage du bois, s'avèrent plus difficiles, à cela s'ajoute le décalage de certains chantiers du bâtiment. La demande globalement se maintient : le carnet de commandes se renforce sans pour autant retrouver les niveaux attendus. Si un léger reflux du prix des matières premières est évoqué, les professionnels redoutent un rebond dans les prochaines semaines, corollaire d'une moindre disponibilité de la matière.

Un effet report de l'activité est anticipé en mars.

Métallurgie

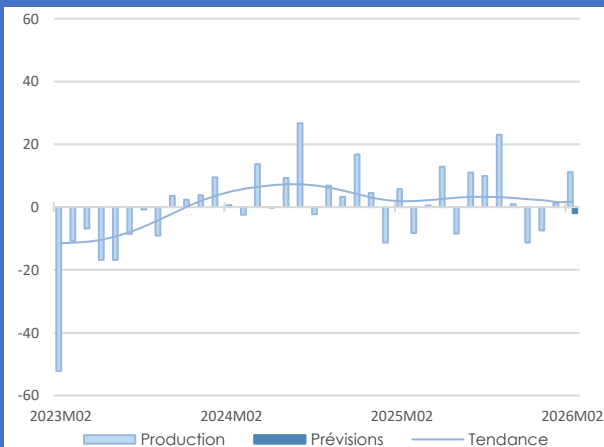


La fabrication de produits métalliques évolue de façon erratique ces derniers mois et s'inscrit en repli sur la période. La situation demeure très hétérogène selon les marchés de destination. Les sous-traitants de l'aéronautique-défense bénéficient toujours d'un courant d'affaires porteur et les engorgements de la *supply-chain*, s'ils s'atténuent légèrement, perturbent encore la production. Globalement, la demande ne parvient pas à gagner en dynamisme et les carnets restent étroits. Face à des prix de vente stables, les tensions de trésorerie persistent.

Une reprise de l'activité est anticipée.



Un ralentissement de la production est attendu dans les prochaines semaines.



Sous l'effet d'un sursaut de la demande, la production se redresse en février. Les papetiers évoquent néanmoins une certaine mollesse des entrées d'ordres sur le marché domestique comme à l'export, ce qui ne permet pas aux carnets de commandes, jugés bas, de se reconstituer. Dans ce contexte, les stocks de produits finis apparaissent lourds au regard des besoins de la période. Les coûts des intrants se renchérissent de nouveau mais la pression concurrentielle ne permet pas la revalorisation des prix de vente.

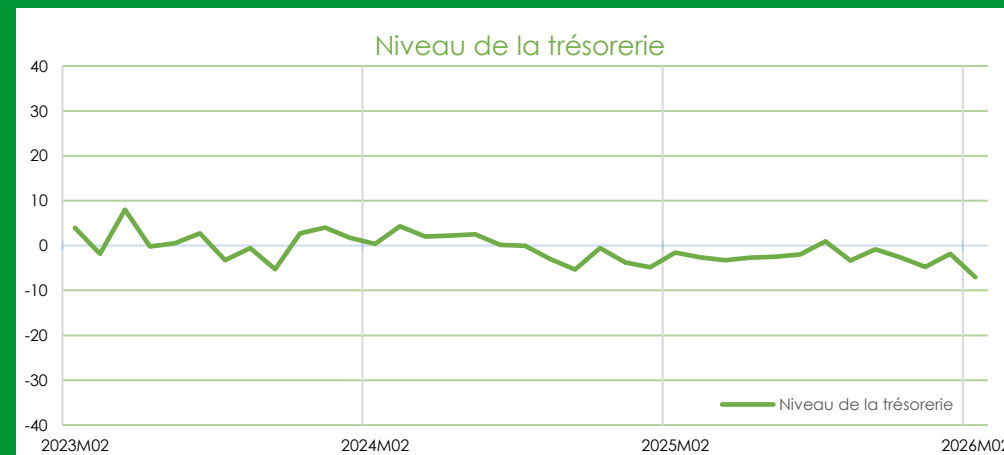
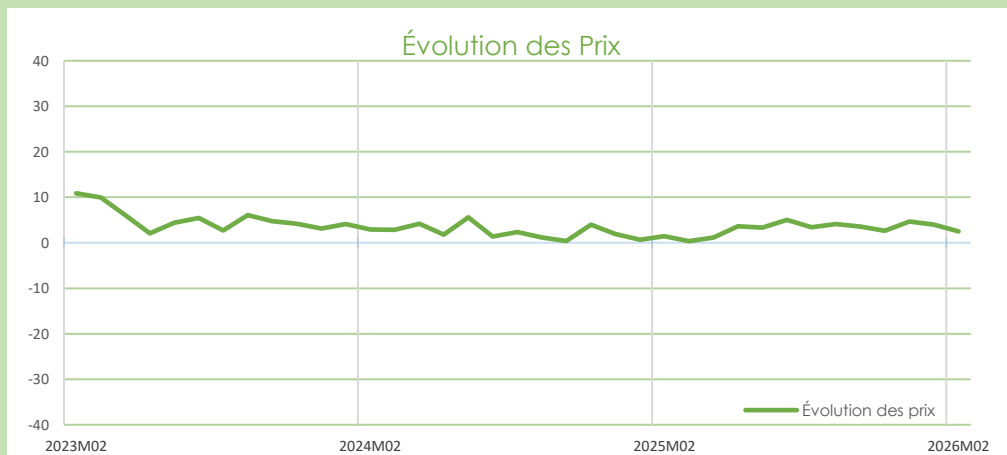
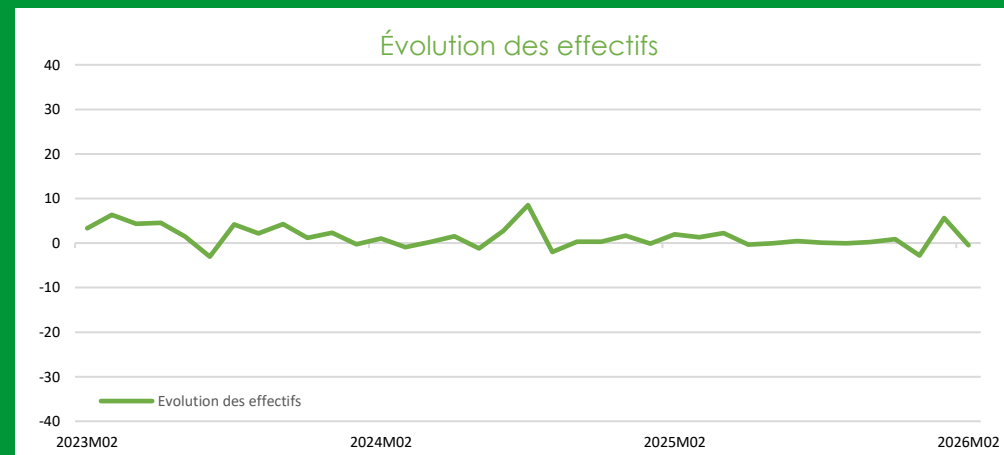
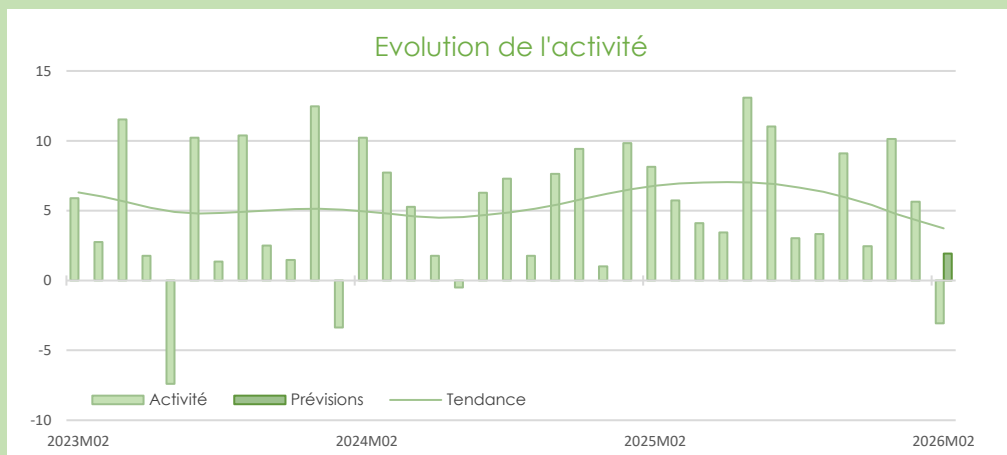
Papier Carton



Synthèse des services marchands

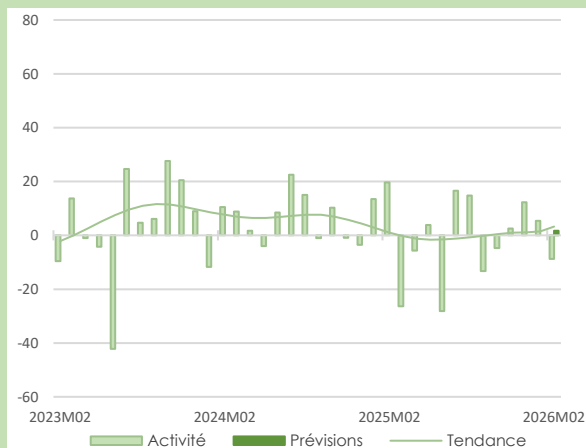
La dynamique des services marchands opère une inflexion en février, conséquence d'un net recul de l'activité dans le transport routier de marchandises et les activités informatiques et services d'information. Les cabinets juridiques et d'ingénierie apparaissent également moins sollicités. Les intempéries perturbent la demande et selon les territoires freinent les prestations de services à la personne (restauration, hébergement). Les activités comptables et le nettoyage maintiennent le niveau du mois précédent. Dans ce contexte, les tensions sur les trésoreries s'accroissent.

Les anticipations des chefs d'entreprise apparaissent de nouveau plus favorables en mars.



Source Banque de France – SERVICES

Activités informatiques et services d'information



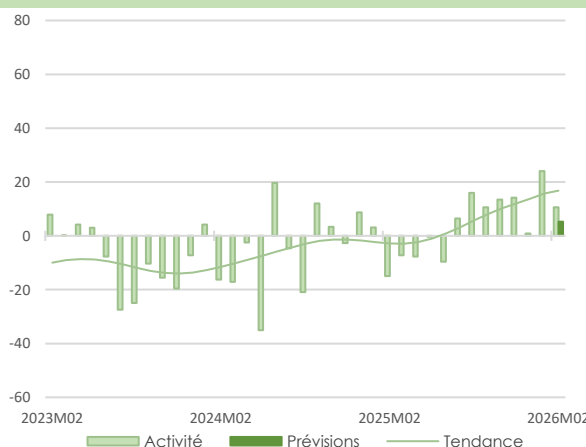
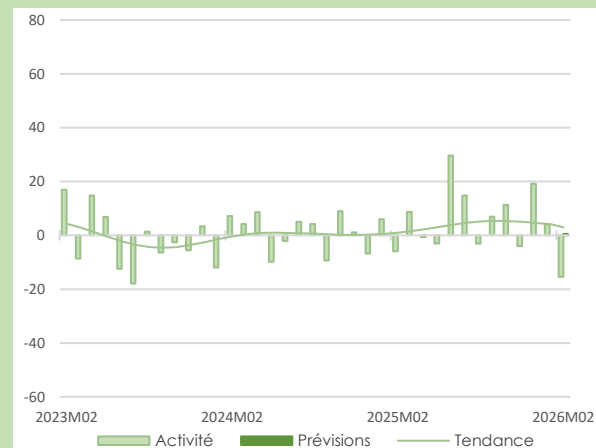
Après un trimestre bien orienté, l'activité comme la demande s'inscrivent en retrait. La programmation informatique, plutôt bien orientée, compense en partie le moindre dynamisme observé dans les autres services d'information. Sous la pression concurrentielle, la revalorisation des tarifs des prestations n'intègre que partiellement la hausse du coût des composants électroniques corollaire d'une forte demande mondiale liée au déploiement de l'IA. En conséquence, les tensions de trésorerie s'accroissent.

Un très léger rebond de l'activité est anticipé en mars.

Transports et entreposage

L'activité et la demande enregistrent un net recul en février, conséquence notamment des intempéries (tempêtes et inondations) qui ont perturbé les tournées des transporteurs et les plans de charge de leurs clients. Plus largement, les volumes transportés sont en repli. Dans ce contexte, la concurrence demeure forte, ce qui, limite les revalorisations tarifaires et fragilise les trésoreries. Par ailleurs, le conflit au Moyen-Orient constitue une nouvelle source d'inquiétude : les transporteurs redoutent ses conséquences sur le coût des carburants et sur le fret maritime.

Les perspectives sont prudentes.



L'activité resterait encore bien orientée en mars.

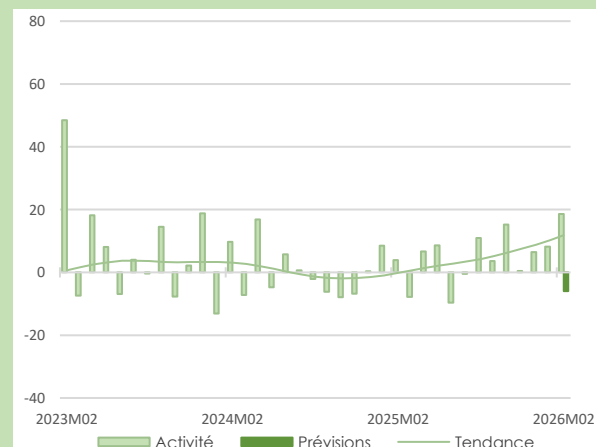
Dans une période de début d'année traditionnellement calme, l'activité réduit son rythme de progression. La demande en provenance du BTP est particulièrement faible en raison des intempéries liées aux conditions météo. La demande en provenance de l'industrie reste peu dynamique, tandis que celle en provenance de la logistique demeure active. Il est désormais plus facile de trouver des candidats, excepté pour des profils spécifiques. Les prix des prestations se stabilisent, dans un contexte de concurrence accrue. Les situations de trésorerie parviennent à se maintenir.

Activités des agences de travail temporaire

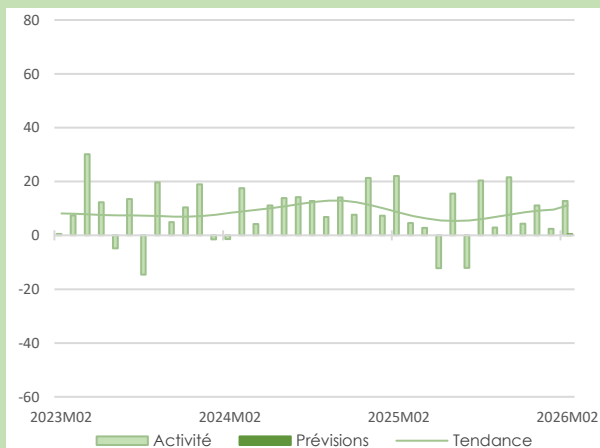
En mars, l'activité se contracterait.

Globalement l'activité continue de progresser en février, même si les tempêtes et les inondations ont perturbé momentanément le fonctionnement de certains garages. Le segment entretien/réparation reste dynamique. Il profite encore de certains travaux en garantie constructeur et dispose de carnets bien orientés. Le segment de la carrosserie se maintient et les ventes de pièces détachées demeurent actives. Les tarifs des prestations évoluent peu mais les trésoreries tendent à se dégrader.

Réparation automobile



Hébergement



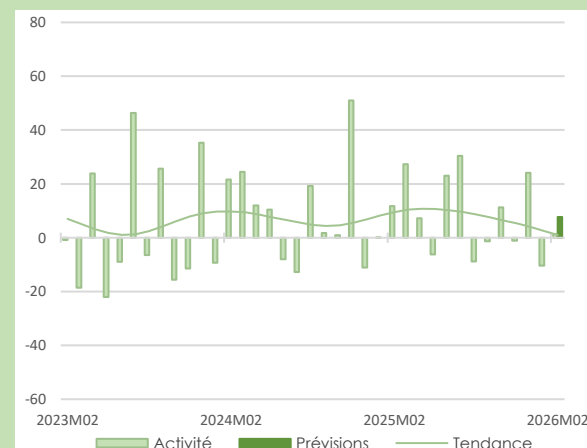
Le taux d'occupation augmente avec des évolutions contrastées selon les établissements et leur exposition aux excès météo. Pluie, inondations, tempêtes ont généré de nombreuses annulations pour les uns et un afflux de clients privés d'électricité, ou d'équipes techniques de réparation logées en urgence, pour les autres. Les effectifs se contractent avec une rotation de personnel forte et récurrente. L'équilibre des trésoreries se fragilise malgré une légère revalorisation des tarifs.

Les perspectives apparaissent globalement stables pour mars.

Restauration

Après un mois de janvier décevant, le nombre de couverts augmente peu et inégalement selon la clientèle. Ainsi, la période s'avère moins favorable pour la restauration rapide en dépit des campagnes commerciales. Dans la restauration traditionnelle, la fréquentation s'intensifie, avec un ticket moyen globalement stable, même si elle reste inférieure à l'an passé, pénalisée par la météo et le positionnement de la Saint-Valentin sur un week-end. L'augmentation des tarifs reste limitée par la concurrence. Les effectifs varient peu.

Les restaurateurs restent prudents mais anticipent une amélioration en mars.

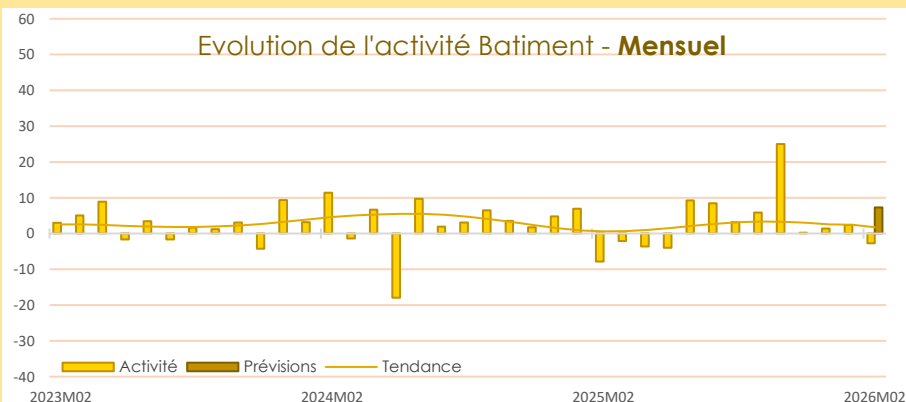




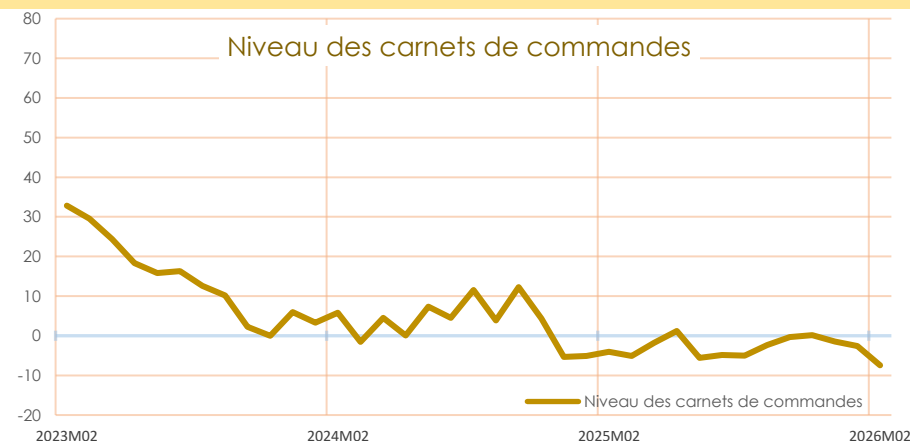
Synthèse du secteur Bâtiment

En février, l'activité du bâtiment en Nouvelle-Aquitaine s'inscrit en léger retrait, pénalisée par des conditions météorologiques particulièrement défavorables (pluies persistantes, inondations, tempêtes). Ces perturbations ont pesé sur les chantiers et entraîné un recours accru aux jours d'intempéries et un décalage des plannings de production. Le repli est toutefois hétérogène selon les métiers, les activités d'intérieure et de maintenance étant moins affectées. Le contexte concurrentiel demeure très tendu. Les marges sont mises sous pression, d'autant que les prix de plusieurs matériaux connaissent ou sont en passe de connaître des hausses (ciment, acier, isolants). Le manque de visibilité limite l'alimentation des carnets de commandes et fait peser un risque de volume de chantiers insuffisant à moyen terme. Pour mars, les chefs d'entreprise anticipent une légère amélioration, portée par les chantiers décalés et une météo potentiellement plus favorable.

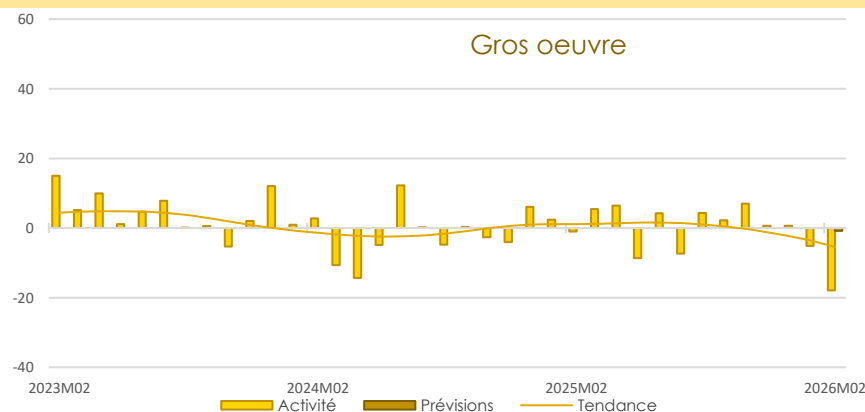
Evolution de l'activité Bâtiment - Mensuel



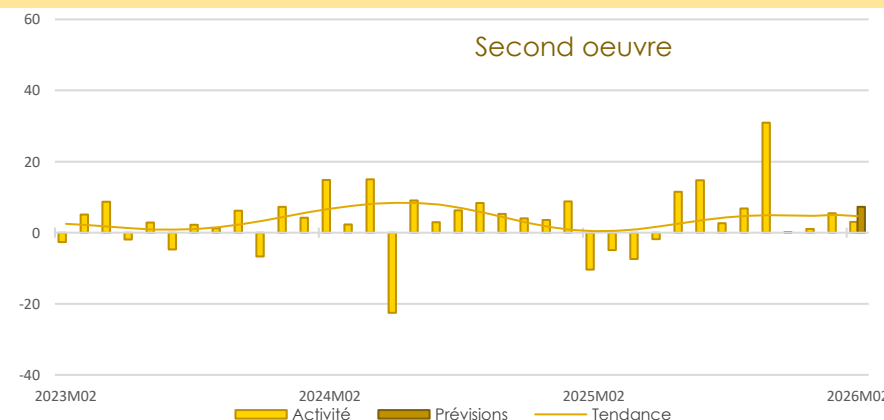
Niveau des carnets de commandes



Gros oeuvre



Second oeuvre

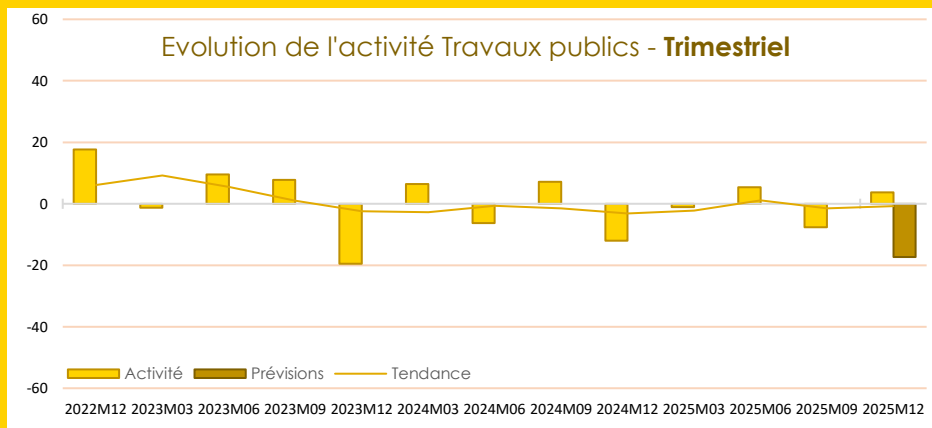




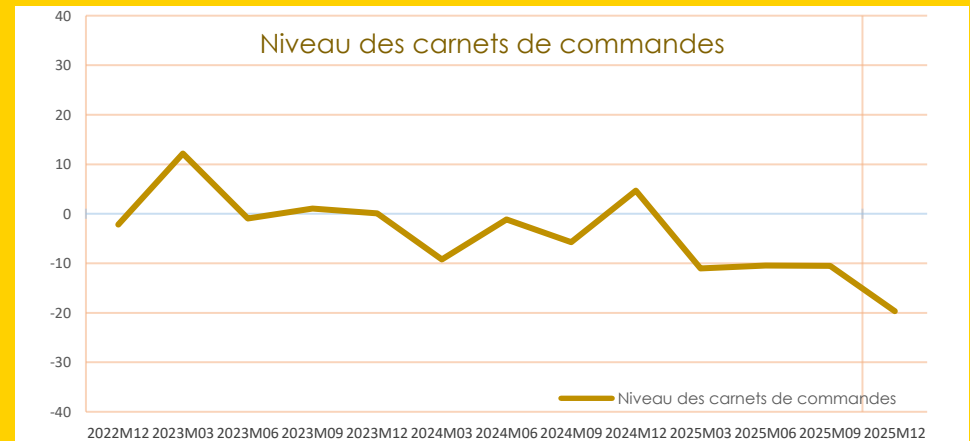
Au quatrième trimestre 2025, l'activité des entreprises de travaux publics a progressé grâce aux chantiers de constructions de routes, d'autoroutes et d'enfouissements de réseaux à finaliser avant la fin d'année. Les marchés privés bénéficient d'une reprise de la construction de logements. Toutefois, l'incertitude liée aux élections municipales et la baisse des appels d'offres publics, notamment dans les petites collectivités, restent défavorables aux carnets de commandes. Dans ce contexte, la concurrence est vive et les marges s'érodent.

Les dirigeants interrogés s'attendent à une baisse d'activité et des effectifs pour le trimestre à venir.

Evolution de l'activité Travaux publics - Trimestriel



Niveau des carnets de commandes





Publications de la Banque de France

Catégorie	Titre
 Crédit	Crédits aux particuliers Accès des entreprises au crédit Crédits par taille d'entreprises Financement des SNF Taux d'endettement des ANF – Comparaisons internationales Crédits aux sociétés non financières
 Epargne	Taux de rémunération des dépôts bancaires Performance des OPC - France Épargne des ménages Évolutions monétaires France
 Chiffres clés France et étranger	Défaillances d'entreprises
 Conjoncture	Tendances régionales en Nouvelle Aquitaine Conjoncture Industrie, services et bâtiment Enquête sur le commerce de détail
 Balance des paiements	Balance des paiements de la France



**Banque de France
Service des Affaires Régionales**

13 rue Esprit des Lois CS 80001 - 33001 BORDEAUX CEDEX

☎ **05.56.00.14.10**



Nouvelle-Aquitaine.conjoncture@banque-france.fr

Rédactrice en chef

Quitterie GONDELLON-PEGUE, Directrice des Affaires Régionales

Directrice de la publication

Marie-Agnès de CHERADE de MONTBRON, Directrice Régionale

Méthodologie

Enquête réalisée auprès d'environ 940 entreprises et établissements de la région Nouvelle-Aquitaine sur l'évolution de la conjoncture économique dans les secteurs de l'industrie, des services marchands, du bâtiment et des travaux publics.

Solde d'opinions :

Les notations chiffrées, pondérées en fonction des effectifs de chaque entreprise au sein de sa branche, puis par les poids des effectifs respectifs des branches professionnelles au niveau des agrégats, permettent de calculer des valeurs synthétiques moyennes pour divers niveaux de regroupement qui, au plan régional, reflètent l'ensemble des opinions et donnent une mesure de la différence entre la proportion d'entreprises estimant qu'il y a eu progression ou amélioration et celles qui pensent qu'il y a eu fléchissement ou détérioration. Cette différence s'exprime par un nombre positif ou négatif appelé "solde d'opinions".

Le solde d'opinions reflète au niveau agrégé les réponses données par les chefs d'entreprise suivant une échelle de notation à sept graduations (trois degrés d'opinion autour de la normale). Sa valeur est comprise entre - 200 et + 200.

Les **séries** sont révisées mensuellement et prennent en compte les données brutes corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables. La **tendance** est une moyenne statistique calculée sur plusieurs mois glissants.